

La CGT de Faurecia veut faire annuler le plan social de PSA

Source Mediapart 31 octobre 2012

Une délégation de salariés de l'équipementier automobile [Faurecia](#) du site d'Auchel, dans le Pas-de-Calais, s'invite ce mercredi 31 octobre à la sortie de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis. Elle veut informer ses camarades de l'existence d'un nouveau rapport d'experts, celui du cabinet [Alter](#), mandaté par la CGT Faurecia, sur la situation financière du groupe PSA, dont Mediapart s'est procuré une copie (ci-dessous). « *Il démontre qu'il n'existe aucune justification économique valable aux fermetures d'usines et aux milliers de licenciements prévus par la direction, sinon engranger plus de bénéfices* », martèle Thérèse Lecocq, la déléguée syndicale centrale CGT du site d'Auchel.

Il ressort de ce rapport que le groupe PSA-Peugeot-Citroën, malgré un contexte de dégradation du marché européen, a réalisé ces dernières années de vraies performances financières. Avec un chiffre d'affaires record de 59,9 milliards d'euros en 2011 soit une hausse de 24 % par rapport au point bas de 2009 (48,4 milliards d'euros) au plus fort de la crise économique, un résultat net cumulé bénéficiaire de 1,1 milliard d'euros entre 2007 et 2011 et une distribution aux actionnaires d'un milliard d'euros de dividendes ces cinq dernières années, le groupe résiste même plutôt bien, selon l'expert. Le rapport note également l'environnement favorable dont bénéficie l'industriel : une croissance régulière du nombre de véhicules vendus et le lancement de modèles innovants.

Ce sont autant d'éléments qui tranchent avec « *la dramatisation médiatique de la situation de PSA au bord de la faillite* », assurent les syndicats CGT de Faurecia, filiale à 57,4 % du constructeur français. « *L'examen objectif de l'état de santé financier du groupe et du marché automobile que nous avons mené se révèle bien moins alarmant. Entre la réalité des chiffres et la sinistrose ambiante, il y a un fossé* », note Florent Perraudin, l'expert-comptable, auteur du rapport. Il vient contredire le rapport [Sartorius](#) du gouvernement, rendu en septembre. S'il critiquait le [plan social](#) de PSA Peugeot Citroën, le manque de dialogue des dirigeants et leurs erreurs stratégiques, ce dernier jugeait inévitable une restructuration à grande échelle.

«Comme si Bettencourt n'avait de lien avec L'Oréal que sur le nombre de shampoings qu'elle utilise!»

Les syndicats CGT de plusieurs sites Faurecia comptent faire de ce rapport une arme supplémentaire dans leur combat judiciaire pour suspendre le plan social de PSA. Pour eux, il n'y a aucun doute : la restructuration engagée par PSA aura un impact majeur sur sa filiale Faurecia, l'un de ses principaux fournisseurs. Ce que les directions de PSA et Faurecia réfutent, faisant valoir que PSA ne représente que 15 % du chiffre d'affaires de Faurecia au niveau mondial.

Le premier round juridique a eu lieu en juillet, au lendemain de l'annonce choc du groupe de supprimer 8 000 postes en France, de sacrifier le site d'Aulnay et de réduire la voilure à Rennes. Les organisations syndicales avaient assigné en référé le constructeur automobile en arguant que la direction n'avait pas rempli ses obligations d'information à l'égard des instances représentatives du personnel de Faurecia, notamment son comité d'entreprise européen, lors de la présentation de son plan de restructuration, passant « *sous silence* » les conséquences « *inévitables* » du plan pour l'équipementier.

Lancer d'œufs contre la direction de PSA Aulnay le jour de l'annonce du plan, le 12 juillet 2012©
Rachida El Azzouzi

Le 25 septembre, le tribunal de grande instance de Paris les a déboutés. Leur avocat M^e Fiodor Rilov a fait appel de la décision. L'affaire sera de nouveau examinée le 26 novembre. « *Nous allons démontrer que les sites de Faurecia risquent de subir un impact colossal suite au plan. Nous avons des munitions aujourd'hui. La direction soutient que Faurecia n'a pas de rapport significatif avec PSA comme si Liliane Bettencourt n'avait de lien avec L'Oréal que sur le nombre de shampoings de la marque qu'elle achète ! Forcément, il y a une stratégie de groupe et Faurecia en pâtira* », avance l'avocat. Il a réuni des attestations de salariés travaillant depuis quinze, vingt ans, sur différents sites, d'Auchel à Marnes-les-Mines (Pas-de-Calais) en passant par Méru (Oise), Bain-sur-Oust (Ille-et-Vilaine), exclusivement pour les usines PSA d'Aulnay et Rennes.

Mardi 6 novembre, Fiodor Rilov assigne une deuxième fois devant le TGI de Paris la direction de PSA. « *Nous voulons contraindre la direction à donner une cartographie des rapports entre les différents sites "construction" et "équipements". Pour l'heure, c'est silence radio. Elle refuse de communiquer ces éléments à l'expert.* » L'avocat de la CGT Faurecia espère que la justice leur donnera raison, cette fois, et qu'elle suspendra le plan social tant que ses éléments ne seront pas portés à la connaissance des élus du personnel de l'équipementier.

Cette bataille rappelle l'affaire Renault-Vilvorde en Belgique. En avril 1997, le tribunal de Nanterre avait suspendu la procédure de fermeture, puis la cour d'appel de Versailles avait demandé à la direction d'annoncer préalablement au comité de groupe européen la fermeture. Un an plus tard, la justice belge condamnait Louis Schweitzer, alors PDG de Renault, à une amende de 10 millions de francs belges (1,6 million de francs) pour n'avoir pas informé dans les délais en 1997 les 3 100 salariés. Une décision qui n'a pas remis en cause la fermeture l'établissement.

À l'usine d'Aulnay, les salariés soutiennent l'action des syndicats CGT Faurecia – « *Ils ont raison* » – mais ils ne se font guère d'illusion. Même ce nouveau rapport, en leur faveur, ne les convainc pas. « *Les experts n'ont pas de pouvoir. On l'a vu pour les Arcelor-Mittal. Le site était viable, c'était démontré, et pourtant, il est voué à la fermeture* », note Jean-Pierre Mercier, le délégué CGT.